

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2021)  
**Heft:** 2

**Artikel:** Renseignement : attentats de janvier 2015, le trois jours qui ébranlèrent la France  
**Autor:** Triaï, Chaouki  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-977665>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Terrorisme

## Renseignement : Attentats de janvier 2015, les trois jours qui ébranlèrent la France

**Chaouki Triai**

Journaliste, analyste des questions sécuritaires et géopolitiques

**L**es 7, 8 et 9 janvier 2015, trois jours où la France retient son souffle. Des attentats terroristes s'y déroulent qui dépassent de loin ce que le pays avait connu par le passé. Comme un effet de dominos, ces attaques meurtrières se répandent de manière simultanée. Du jamais vu. Ces attentats font l'objet d'un procès aux dimensions titanesques que la cour d'assises spéciale juge du 2 septembre au 10 novembre 2020. Plus de deux mois d'audiences où les victimes sont face aux onze prévenus présumés complices dans le box des accusés. Dans ce box, il manque trois autres comparses en fuite dans les zones de djihad de Syrie ou d'Irak, dont Hayat Boumédiène, la femme du terroriste Amedy Coulibaly.

### Court rappel des faits sur trois jours de terreur

Les terroristes Amedy Coulibaly et les frères Kouachi ayant trouvé la mort dans ces attentats, ce sont donc les présumés seconds couteaux qui sont jugés. Le parquet national antiterroriste a adressé aux médias pas moins de 14 pages qui constituent le programme de ce procès fleuve. Il se déroule dans le nouveau bâtiment judiciaire, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ses enjeux sont pour les victimes cinq longues années d'attente pour que la lumière soit faite et que justice soit rendue. Parmi les différents sujets abordés lors de ce procès, le rôle des services de renseignements fait partie des questions à l'ordre du jour. C'est lors de la quatrième semaine de septembre que des fonctionnaires de ces services ont été auditionnés. Nombreux sont ceux qui estiment qu'il existe des zones d'ombre. Le 7 janvier, les frères Kouachi attaquent les locaux du journal satirique Charlie Hebdo et exécutent des journalistes, du personnel et des invités. Dans cette échappée meurtrière, un policier trouve la mort, abattu par les frères Kouachi qui prennent la fuite. Ils entrent dans une imprimerie à Dammartin-en-Goële (banlieue) et opèrent une prise d'otages. Le 8 janvier à Montrouge (banlieue), une policière municipale est froidement abattue par Coulibaly. Le 9 janvier, celui-ci s'introduit dans le centre commercial Hyper Cacher du

20<sup>e</sup> arrondissement où il sème la mort.

### Le contre-espionnage face à ces trois jours d'horreur

Malgré les dernières réformes du renseignement intérieur, des interrogations persistent. Qu'il s'agisse de la Direction de la surveillance du territoire (DST), de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI, en 2007) et ensuite de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI, en 2014), des questions demeurent. Du temps de la DCRI, la France a connu l'affaire Merah<sup>1</sup> en 2012. Elle a mis en relief un dysfonctionnement de l'appareil du renseignement intérieur. Alors que la nouvelle structure de la DGSI voit le jour en avril/mai 2014, surgissent en moins d'une année les attentats de janvier 2015. Dans une analyse particulièrement avisée, Alain Chouet<sup>2</sup> donne une explication minutieuse voire pointilleuse et nous apporte un éclairage saisissant. Il indique : « *La transformation de la DCRI en DGSI a essentiellement consisté en une autonomisation de la structure par rapport à la Direction générale de la police nationale (DGPN). La DGSI dépend ainsi directement du Ministre et non plus de la DGPN. Cela dit, en dehors du raccourcissement de la chaîne de commandement, il n'y a pas de changement pratique en matière de structure, d'organisation, de méthodes, de personnels, etc. Le principal défaut du système a été la rupture du lien séculaire entre Direction centrale des renseignements généraux (DCRG évidemment*

<sup>1</sup> Voir RMS n°6/2018

<sup>2</sup> Alain Chouet est un ancien haut officier actif du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) qu'il a intégré en 1972. Le SDECE est devenu la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1982. Il occupe des postes à responsabilités avant de prendre sa retraite. À cela s'ajoute un rôle important au cœur de la diplomatie française. Il a bien voulu se prêter au jeu des questions-réponses dans un entretien les 25 et 26 septembre dernier alors que se déroule le procès des attentats de Paris de janvier 2015. Il publie des entretiens avec le journaliste Jean Guisnel aux Éditions La Découverte, un ouvrage intitulé *Au cœur des services secrets*.



parisienne qui regroupait, centralisait et analysait toute l'information) et les antennes locales des Renseignements généraux (RG) devenues services départementaux et régionaux. Et comme on est en France, la 'noblesse' est à Paris et les 'manants' sont en province... Du coup, l'information a du mal à circuler entre les brillants analystes parisiens et les soutiers de province. Ce fut particulièrement évident dans l'affaire Merah. »

### Les attentats et «l'institution judiciaire qui correctionnalise...»

Et de poursuivre: «En ce qui concerne les attentats de Paris, nous vivons toujours dans une structure complexe. S'enchevêtrent les compétences concurrentes et croisées. De la DGSI, des RGPP (RG Préfecture de police) maintenus contre vents et marées, jaloux de leur indépendance, des échelons antiterroristes de la police judiciaire, etc. Là non plus l'information ne circule pas. Enfin, se rajoute par-dessus les dysfonctionnements récurrents de l'institution judiciaire qui correctionnalise quasi systématiquement ce qui relève des assises et n'assure pas la surveillance, le suivi et la réinsertion des libérés après des peines relativement courtes. Trois à six ans puisque les tribunaux correctionnels ne peuvent prononcer des peines supérieures à dix ans amputés ensuite du temps de préventive et des remises de peine automatiques. Et là, on retrouve les Kouachi, Coulibaly et consorts remis dans la nature sans aucun suivi ou contrôle (d'ailleurs interdit maintenant par la Commission européenne des droits de l'homme et le Conseil constitutionnel).»

### Attentats : Sidération et consternation

La sidération provoquée dans l'opinion est telle que plus de deux millions de personnes ont manifesté leur effroi, le 11 janvier 2015, pour dire non à la terreur. L'ancien officier du SDECE exprime son ressenti à ce moment-là: «Une immense consternation face à ce dégueulando émotionnel. La lutte antiterroriste est une lutte permanente qui devrait se manifester par une mobilisation quotidienne de tous, partout et pas seulement médiatiquement quand la bobosphère parisienne est atteinte. Dans cette même période on comptait quasi quotidiennement à Bagdad une trentaine ou une cinquantaine de morts assassinés par Daesh. Idem en Afghanistan, en Syrie, en Somalie, au Sahel, etc. dans la plus grande indifférence des médias 'mainstream' parisiens. Qui plus est, ces manifestations lacrymales contre l'activité des seconds couteaux du salafisme 'qui tuent des innocents' (évidemment qu'ils tuent des innocents, c'est l'innocence des victimes qui fonde l'acte terroriste, que dirait-on s'ils frappaient des coupables ???) contribuaient largement à occulter le rôle des véritables commanditaires, sponsors, financiers, inspireurs, influenceurs de la violence salafo-wahhabite.»<sup>3</sup>

Alors que la DGSI voit le jour en 2014, c'est cette même année que naît Daesh en Irak et en Syrie où il proclame le « califat », le nouvel Etat islamique. Ce hasard de calendrier peut surprendre. L'expert ne voit pas d'articulation entre

les deux, il revient sur les fondamentaux qui président à cette création: «Daesh est la filiation directe d'Al-Qaïda fil-rafidayn de Zerkawi. L'auto-proclamation de Baghdadi<sup>4</sup> en 'calife' est un bras d'honneur aux Saoudiens qui viennent à l'été 2013, de couper les vivres 'officiels' aux djihadistes à cause de l'ingratitude de Morsi<sup>5</sup> et des Frères musulmans d'Égypte. Ce sont des chikayas locales fort éloignées des considérations franco-françaises et des guerres de tribus gauloises.»

### Le renseignement extérieur aurait-il pu lancer une alerte?

Même si nul ne peut voir à travers une boule de cristal ni lire dans le marc de café, le service d'espionnage extérieur de la DGSE n'avait-il pas repéré des signes annonciateurs pour alerter la DGSI et l'Elysée? Le praticien Alain Chouet, huilé à la chose du renseignement, n'en est pas certain. En effet, pour lui, le renseignement extérieur s'est vu « aligné de force sur les errements de la politique du Quai d'Orsay qui jouait la carte des Frères musulmans dans les 'printemps arabes'.<sup>6</sup> La DGSE a perdu entre 2010 et 2014 la plupart de ses coopérations avec les services locaux du Maghreb et du Moyen-Orient. Ces coopérations n'étaient évidemment pas désintéressées mais assez efficaces. Ces sources non officielles dans la région ont été totalement déstabilisées par une politique extérieure française devenue illisible. Elle brûlait aujourd'hui ce qu'elle avait adoré hier et soutenait au loin ceux qui la frappaient ici, etc. La DGSE était donc bien en peine de 'voir loin', en particulier en Syrie et en Irak où elle avait perdu la quasi-totalité de ses relais. » La DGSE qui dépend du Ministère de la défense, se voit donc réduite dans son action par le Quai d'Orsay et de fait, par ricochet, la Direction du renseignement militaire également. La politique de l'imédiateté qu'impose le factuel s'affranchit de l'analyse à court et/ou long terme. Ce qui paraît évident aujourd'hui ne le sera peut-être pas demain.

Dans ces conditions, de nombreuses questions peuvent se poser sur ce qui a péché et où se situent les failles. L'action de Daesh a-t-elle pris de court le renseignement? Dans une brillante analyse de fond et de ses longues années d'expérience, l'expert Alain Chouet n'y va pas avec le dos de la cuillère. Dans une démarche parfaitement empirique, il en souligne les faiblesses.

### « Il y a une et même plusieurs failles »

«Elles sont anciennes, globales et systémiques, touchant pratiquement tous les aspects de notre vie collective. On ne saurait attendre des services de sécurité qu'ils bouchent tous les trous de notre vie politique, diplomatique,

4 Abou Bakr Al-Baghdadi s'est autodésigné calife (chef) de l'Etat islamique (Daesh) après avoir quitté l'organisation terroriste Al-Qaïda.

5 Issu des Frères musulmans en Égypte, Mohamed Morsi est Président de ce pays du 30 juin 2012 au 13 juillet 2013. Il est victime d'un coup d'Etat militaire.

6 Les « printemps arabes » sont des contestations populaires contre les régimes en place qui s'amorcent en Tunisie en décembre 2010 et finissent par toucher de nombreux pays du monde arabe.

3 Pour comprendre la notion de salafo-wahhabite, voir le lien : [http://roland.laffitte.pagesperso-orange.fr/FILES/PRESS\\_ISLAM\\_15.pdf](http://roland.laffitte.pagesperso-orange.fr/FILES/PRESS_ISLAM_15.pdf).



économique, sociale, éducative, culturelle qui ont permis à la violence djihadiste de s'infiltrer profondément dans notre société. Elle est donc collectivement responsable et coupable. C'est ainsi que depuis plus de trente ans on a laissé se développer dans ce pays des zones entières de non-droit. Les services publics, de secours, de sécurité ne peuvent plus y entrer et ont été abandonnés au contrôle des bandes délinquantes et d'agitateurs activistes islamistes. Nos institutions judiciaires, adaptées à la petite délinquance crapuleuse en particulier des mineurs et des jeunes adultes, sont totalement dépassées par l'état de semi-guerre. Elle est induite par l'idéologie salafiste et ses fulgurances guerrières dans les Balkans, le Caucase, le Levant, l'Afghanistan, la Corne de l'Afrique, le Sahel... Un certain irénisme bobo a largement contribué à sous-évaluer la nature, l'intensité du danger et à en traiter les exécutants comme les voleurs de poulets contraints par un certain 'état de nécessité'. Car ce même angélisme a voulu attribuer les dérives délinquantes et fondamentalistes à un sentiment d'exclusion dû à des inégalités sociales invitant à la compréhension et à la tolérance. »

### « C'est une erreur profonde... »

Le spécialiste insiste sur les erreurs politiques, le rôle de l'éducation et une diplomatie qui joue un jeu trouble dans le monde musulman. Il dit : « C'est une erreur profonde et Lionel Jospin<sup>7</sup> lui-même vient de le reconnaître dans son dernier livre qu'il avait été d'une très grande naïveté à cet égard. Les études de profil depuis le 11 septembre 2001 démontrent que le passage à la violence est le fait d'individus originaires de toutes les couches de la société. Les terroristes du 11 septembre étaient tous issus de milieu aisés, voire riches. Comme l'avait noté Marc Trévidic<sup>8</sup>, le passage à la violence est d'abord la conséquence de la misère intellectuelle et morale, de l'ignorance et du repli sur soi, quelles que soient les conditions économiques et sociales. Même, s'il est évident qu'elles sont plus fréquentes chez les défavorisés. Plutôt que de lutter résolument contre l'obscurantisme salafiste en le démystifiant et en magnifiant les valeurs universalistes de la République, notre système éducatif a préféré essayer de se concilier la dérive islamiste. Se concilier la dérive islamiste en flattant l'Islam de façon totalement démagogique, en exaltant l'âge d'or de la civilisation musulmane. Mais, par ignorance, en omettant les débats internes de cette civilisation qui l'avaient éloignée de ses origines salafistes et néo-hanbalite. Le résultat de cette mascarade s'est analysé en exaltation d'un 'âge d'or salafiste' et une dévalorisation des autres civilisations qui rejoignait précisément le discours djihadiste et le renforçait. Enfin, pour des considérations et rarement désintéressées, notre diplomatie a flatté sans aucune pudeur les dirigeants les plus réactionnaires du monde musulman, en particulier les pétromonarques wahhabites. Elle a jeté un voile pudique sur les exactions les plus épouvantables des dirigeants arabes les plus

<sup>7</sup> Lionel Jospin, dans sa longue carrière politique, a été Premier ministre de juin 1997 à mai 2002 sous la présidence de Jacques Chirac.

<sup>8</sup> Marc Trévidic est un magistrat nommé juge d'instruction au pôle antiterroriste du tribunal de grande instance de Paris en 2006.

Alain Chouet



Entretiens avec Jean Guisnel

### Au cœur des services spéciaux



La menace islamiste :  
fausses pistes et vrais dangers

Postface inédite

La Découverte / Poche

Couverture de l'ouvrage d'Alain Chouet.

*fondamentalistes comme Hassan Tourabi<sup>9</sup> ou Omar Béchir,<sup>10</sup> encouragé les transitions politiques du monde arabe pilotées par les Frères musulmans, condamné et poursuivi les dirigeants laïcistes qui n'étaient certes pas vertueux mais contre lesquels il était imprudent de lâcher les bandes fondamentalistes sans aucun contrôle. »*

Le fin connaisseur de ce monde sulfureux de l'islamisme radical explique pourquoi ce vivier. Il s'est « développé en France la transition des plus ignorants, des sociopathes, des psychopathes, des impuissants et des incapables vers des comportements asociaux. » Et de continuer sur cette transition : « Ils se sentaient d'autant plus importants et valorisés qu'elle avait l'onction de 'Robins des Bois' du monde arabe et l'encouragement du courant le plus réactionnaire du monde musulman. »

### Attentats à Paris en 2015 : De réplique en réplique

La quasi-coordination des attaques des 7, 8 et 9 janvier 2015 connaît une réplique cette même année en novembre. Une pratique de la terreur sans commune mesure avec ceux que la France a subi durant les décennies 1970 à 1990. Que pense l'expert du renseignement face à cette submersion terroriste de l'année 2015 au regard des réformes de l'appareil sécuritaire intérieur ? Voici la réponse d'Alain Chouet : « Les attentats djihadistes de, 2015 – dans la foulée des activités de Mohamed Merah – sont à ma connaissance les seuls qui ont été 'pensés' stratégiquement, organisés collectivement et 'prescrits' par des membres francophones de Daesh et/ou d'Al-Qaïda. Les autres, notamment depuis 2015 sont des 'répliques' résultant d'initiatives individuelles dénuée de moyens, d'intelligence et de stratégie. Elles sont parfaitement imprévisibles sauf à mettre sous surveillance permanente quelques milliers d'individus 'à risque', ce qui n'est

<sup>9</sup> Hassan al-Tourabi d'obédience islamiste, occupera différentes fonctions politiques au Soudan (1932-2016).

<sup>10</sup> Omar el Béchir, Président du Soudan de juin 1989 à avril 2019, est actuellement poursuivi par la Cour pénale internationale.



# Le terroriste de l'Hyper Cacher était armé par un indic d'extrême droite

Les flingues utilisées par Coulibaly provenaient d'un trafic orchestré par une figure de la mouvance identitaire.

**C'**EST UN RATÉ lourd de conséquences pour les douanes et la gendarmerie. L'enquête judiciaire est formelle : six des armes retrouvées sur Amedy Coulibaly, le tueur de l'Hyper Cacher, ont été importées en France par une figure de l'extrême droite, indic des gabelous et des pandores ! Claude Hermant – c'est son nom – devait pourtant n'être entendu qu'en qualité de simple témoin, le 1<sup>er</sup> octobre, au procès « Charlie »-Hyper Cacher. L'instruction n'a pas établi de lien, direct ou indirect, entre le tueur et son « armurier ».

Hermant, de son nom de guerre « Claudi » ou « le Gros », était pourtant bel et bien en cheville avec les douaniers, puis avec les gendarmes. A ses heures perdues, il animait un groupuscule d'extrême droite, baptisé « la Maison flamande », tout en faisant de la contrebande de kalachnikov et autres flingues importés de Slovaquie. L'année dernière, il a éclopé en appel de 8 ans de taule pour trafic d'armes en bande organisée. Sa qualité de « tonton » (« informateur », dans le jargon poulet) était apparue au grand jour



lors de l'instruction, menée par deux juges lillois.

Fin 2010, le militant facho fait ami-ami avec un certain Sébastien L. Celui qui se présente à lui comme « un patriote voulant

nettoyer son pays » est... fonctionnaire à la Direction du renseignement douanier à Lille. Pour avoir acheté (600 euros) une kalachnikov à Hermant, le fonctionnaire sera condamné, en octobre 2017, à 8 mois

de prison avec sursis. Lors de son procès, le douanier, surnommé « l'Apache » par son indic, a juré qu'il n'était pas au parfum des activités illégales de Claudi. Et que, pris de remords, il avait jeté son arme dans un canal sans l'avoir utilisée. Sauf que la kalach n'a jamais été retrouvée...

## Calibres incontrôlables

Dans le dossier d'instruction figurent des dizaines de SMS échangés par les deux complices, entre début mai et mi-juillet 2014, qui évoquent « des rendez-vous » avec « des amis », « des transporteurs », « un tarif qui n'est plus le même ». Des échanges dont le gabelou assure n'avoir jamais rendu compte à sa hiérarchie. C'est bien normal...

C'est en mars 2013 que Sébastien L., accompagné d'un collègue douanier, présente Hermant à un gendarme de la section de recherche de Villeneuve-d'Ascq. Un « dossier de recrutement » est alors établi. Six mois plus tard, les tuyaux du militant d'extrême droite permettent aux pandores de saisir 3,5 kg d'herbe et de démanteler un petit trafic d'armes – rappor-

tant au passage 2 000 euros à l'indic Claudi. Pendant ce temps, Hermant continue son juteux trafic de flingues « démilitarisées ». Il les commande via Internet à une société slovaque, avant de les reconditionner pour les remettre en état de tuer puis de les livrer à ses clients sur le parking d'un Decathlon du Nord. Face aux enquêteurs de la Sous-Direction antiterroriste (Sdat) qui, en décembre 2015, l'interrogent sur les six armes que possédait Coulibaly, Claude Hermant se défend : il assure qu'elles faisaient partie d'un arsenal acheté à des fins d'infiltration, sous le contrôle de la gendarmerie – avant que, rapidement, les flingues se volatilisent, échappant à tout contrôle...

Les pandores ont toujours nié farouchement. L'un d'eux, entendu comme témoin par les magistrates lilloises enquêtant sur le trafic d'armes, jure : « On ne lui a jamais donné l'ordre d'acheter des armes. Nous n'étions pas au courant qu'il achetait des armes. C'est énorme. » C'est même bien pire que ça.

Didier Hassoux et Christophe Labbé

éthiquement et surtout matériellement impossible. »

Pour lui, « la structure sécuritaire nationale est au bout de ses capacités face à ce genre de risque. Elle s'épuise à courir après des exécutants de la menace salafiste. Donc, à essayer d'en prévenir les effets sans jamais pouvoir tenter d'en éliminer les causes faute de consensus politique autour de la neutralisation et de l'élimination de l'influence 'fréristes' et wahhabite. Tant que ce problème ne sera pas abordé de face, on pourra faire toutes les réformes que l'on veut sans aboutir à aucun résultat probant. »

## Les terroristes : Une longueur d'avance sur le renseignement ?

Les réseaux terroristes à travers la toile ont-ils une longueur d'avance sur le renseignement dans le passage à l'acte, le recrutement et l'adhésion à cette idéologie mortifère ? Le professionnel de la chose islamiste explicite : « Les véritables réseaux terroristes ne se répandent pas sur la toile. Et les services de renseignements suivent assez bien leurs rares 'apparitions'. Ce qui a permis de neutraliser de nombreuses menaces et projets d'action violente. Là encore, le 'trou dans la raquette' tient essentiellement à la liberté d'expression laissée à la propagande salafo-wahhabite des Frères et des pétromonarchies qui lavent progressivement le cerveau de jeunes déboussolés et les amènent peu à peu à être disponibles pour l'action violente spontanée ou commanditée. Mais cette propagande n'est pas considérée comme illégale ou répréhensible par notre état de droit (pas plus que le financement des creusets de la violence que sont certains clubs sportifs, écoles indépendantes, centres culturels et sociaux dédiés, associations pseudo-caritatives, mosquées fondamentalistes, imams salafistes, etc. »

Enfin, pour parer à de telles menaces avec les expériences malheureuses en France, Alain Chouet, bien informé de l'hydre salafo-wahhabite intégriste est catégorique : « Il n'y a qu'une seule piste. Car sur un milliard et demi de musulmans, un seul sur dix mille cède aux sirènes de la violence djihadiste. C'est déjà à un réservoir de

quinze mille terroristes potentiels que nous devons faire face. La solution ne peut donc pas être d'essayer de les identifier et de leur courir après sur toute la planète. Le problème est que la violence djihadiste existera tant que la matrice salafo-wahhabite qui l'engendre et parfois la prescrit existera. Et cette matrice est celle de l'Association des Frères Musulmans appuyée sur ses 'ennemis complémentaires' que sont certaines familles de pétromonarches wahhabites. Tant qu'on ne neutralisera pas cette matrice on devra faire face à ce problème. Et les choses sont allées à un tel point au cours des trente dernières années, que même si on neutralise cette matrice, il faudra du temps pour revenir à une certaine normalité apaisée. »

Le procès des attentats de janvier 2015 aura peut-être le mérite de mettre en lumière pour l'opinion nationale et internationale, cette mouvance intégriste qui répand la terreur en France et ailleurs. L'enjeu de la furtivité du renseignement en la matière semble avoir fait fortement défaut. Ira-t-on vers un mieux alors que le procès a lieu depuis début septembre et qu'une nouvelle attaque a eu lieu devant les anciens locaux du journal satirique. L'auteur a été inculpé par le parquet national antiterroriste. Selon les derniers éléments de l'enquête, le terroriste est d'origine pakistanaise. Il semble ne pas avoir fait allégeance à Daesh ni à Al-Qaïda. Du Pakistan, son père qui appartient à la mouvance islamiste barelvi,<sup>11</sup> a félicité son fils pour son action. Le mis en cause n'aura pas eu raison de l'interruption du procès de janvier 2015 qui a poursuivi ces auditions. Preuve en est que la justice suit son cours et qu'elle ne se laisse abuser.

## Attentats : Toujours faire face

La réserve citoyenne qui peut appuyer les forces de sécurité en cas de crise, peut aussi compter sur des actions individuelles courageuses. C'est le cas de Laurent Jeannel,

<sup>11</sup> Pour en savoir plus : <https://www.observatoirepharos.com/wp-content/uploads/2018/03/Mouvance-islamique-Pakistan-Olivier-Louis.pdf>.



employé des services de la ville de Montrouge et qui intervenait à la demande de la police municipale en début de matinée du 8 janvier 2015 sur une voie de circulation. C'est le jour où Clarissa Jean-Philippe, fonctionnaire de police qui se trouvait sur les lieux, trouvera la mort. En face, Laurent Jeannel est à proximité du terroriste. Coulibaly vient de tirer sur l'agent Jean-Philippe, qui fut froidement exécutée. Dans un réflexe d'un courage spontané et inouï, alors qu'il est face à la mort, il s'accroche à la Kalachnikov du terroriste pour le désarmer. Dans le même temps, le tueur agite une autre arme pour l'achever à bout portant et lui dit : *« Tu veux jouer, tu vas crever. »* L'arme s'enraye, il a la vie sauve. Avec une maîtrise impressionnante, ce héros d'un jour aura sans aucun doute évité le pire : l'attaque de l'école juive de la ville. Il aura le 18 septembre ces phrases à la barre : *« Il n'arrivait pas à se débarrasser de moi. J'ai senti une haine qui m'a donné le mental pour lui foncer dedans (le terroriste) (...) Il faut être un faible pour faire ça, pour tuer et tirer sur des innocents non armés. Je n'ai pas peur de ces gens-là. La vie a la même valeur partout. Les guerres sont économiques (...) Si je tournais le dos, il avait la distance pour m'abattre alors je lui ai foncé dessus et je ne m'en souviens pas. Je me suis agrippé à lui. C'est ça qui m'a sauvé. »* Et de poursuivre : *« Quand on cherche une cible on la trouve sur Internet. »* Comble de l'ironie et malgré le traumatisme subi, Laurent Jeannel dit ceci en substance alors qu'une réplique des attentats à lieu une fois de plus en novembre et qu'une ceinture d'explosifs est retrouvée à Montrouge : *« A la fin de l'année 2015, j'ai cru que Daesh avait un bureau ici. »*

Pour autant, malgré la crise sanitaire de la Covid-19 sur le plan mondial, de nombreux projets visant à orchestrer des attentats sont régulièrement déjoués. Désormais, le renseignement est en alerte constante. En ce mois d'octobre, au deuxième mois du procès des attentats de janvier 2015, une intervention de près de deux heures du Président de la République Emmanuel Macron sur le séparatisme s'est déroulée le 2 octobre. Un défi pour un pays laïc qui doit démontrer démocratiquement que la sédition n'est pas possible sur le sol français. La France *« reste une et indivisible »*. Une devise inscrite dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

C. T.

## News

### Espionnage : L'installation d'une usine du chinois Huawei en Alsace pose question

Le géant chinois des télécoms installera en France, près de Strasbourg, sa première usine de production hors de Chine. Un choix qui interroge : l'usine se trouvera à proximité de plusieurs. « Une excellente nouvelle qui témoigne de la dynamique économique de notre territoire », a salué Jean Rottner, président Les Républicains de la région Grand Est. L'entreprise va installer dans le Bas-Rhin sa première usine de production hors de Chine. Le site produira des équipements liés notamment à la technologie 5G. 300 emplois directs devraient être créés. Bonne nouvelle pour l'emploi, même si cette implantation de Huawei en Alsace soulève aussi quelques questions en matière d'espionnage.

Cette usine verra le jour à Brumath, petite ville à une dizaine de kilomètres au nord de Strasbourg, tout près d'Haguenau et ses sites militaires de la branche 'Renseignement' de l'Armée de Terre : 2<sup>e</sup> régiment de hussards, 28<sup>e</sup> groupe géographique et 54<sup>e</sup> régiment des transmissions. « A chaque fois qu'il y a des investissements étrangers directs en France, il y a des inquiétudes, notamment quand l'implantation d'une usine se fait proche de sites considérés comme sensibles pour les armées françaises. En particulier des sites liés à la DRM, la Direction des renseignements militaires », explique Antoine Bondaz, chercheur spécialiste de la Chine à la Fondation pour la recherche scientifique.

La question est considérée sérieusement par la France, qui a récemment pris des mesures pour protéger ses sites les plus sensibles. « Il n'y a pas de fantasme. Il faut rappeler que dans des sites considérés comme stratégiques, que ce soit à Rennes, Brest, Toulouse et Strasbourg, une décision a été prise cet été pour retirer Huawei des réseaux de la 4G et l'empêcher de construire la 5G », rappelle Antoine Bondaz.

Ce qui inquiète, c'est le profil de Huawei. Son fondateur Ren Zhengfei est un ancien cadre de l'Armée populaire de Chine et est toujours membre du Parti communiste chinois. Ce sont ces liens entre le groupe et le pouvoir à Pékin qui interrogent sur le cas de Huawei et plus généralement sur celui de toutes les entreprises chinoises. « Il y a des inquiétudes anciennes et qui sont partagées très largement par les services de sécurité français, qu'ils soient civils ou militaires (...) Les nouvelles réglementations en Chine font que le Parti communiste doit avoir des cellules dans l'ensemble des entreprises. Il y a donc des inquiétudes croissantes sur la mainmise potentielle ou le contrôle des entreprises privées chinoises par le Parti. »

Alors faut-il imaginer des antennes qui aspirent les communications, cachées dans les sites de Huawei ? « Cela me semble peu crédible, on n'en est pas là », répond Antoine Izambard, journaliste, auteur de France-Chine, les liaisons dangereuses. « Là-dessus nos services de renseignement sont extrêmement vigilants. On peut en revanche redouter des salariés Huawei qui peuvent nouer des liens avec la communauté militaire en Alsace et donc pouvoir accéder à des informations. »

Huawei de son côté a toujours nié toutes tentatives d'espionnage, en France comme à l'étranger, malgré de nombreuses accusations de la part des Etats-Unis. Aucune preuve n'a non plus jamais été publiée ou partagée avec le grand public.

Réd. RMS+